

Extrait du Université Populaire de Toulouse

<http://universitepopulaireretoulouse.fr/spip.php?article1201>

Changer le centre-ville en chassant les plus modestes, souvent les habitant-e-s historiques



Université Populaire de Toulouse - Thématiques - Ecologie & Politique -
Date de mise en ligne : lundi 12 février 2018

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Avec François Piquemal, porte parole du DAL, nous terminons nos conversations avec les 3 invités de la conférence du 13 février. Le combat du DAL, n'est plus à présenter et il demeure, dans la grisaille ambiante, un outil de lutte important. Nous voulions approfondir une question, savoir si l'architecture était ou non au dessus de la lutte des classes. Non bien sûr. Mais nous voulions aussi savoir s'il y avait un lien entre les mobilisations sociales et l'évolution sociologique d'une ville. Nous en sommes convaincus.

La tour sera construite à la place du tri postal. Du bureau gare disaient les postier e s de l'époque. Il fut, jusqu'à son transfert à Borde Blanche, un lieu emblématique des luttes sociales à Toulouse dont l'histoire reste à écrire. Les hommes et les femmes de lettres qui y travaillaient en 1974, furent accusés par un Ministre de faire un travail idiot. Quarante jours de grève ! Les temps ont bien changé.

1-Depuis le début de l'annonce de la construction de la tour, le DAL n'a cessé de répéter son opposition à cette construction, peux tu rappeler les raisons de cette opposition. Y a t'il dans ce projet de la mégalomanie de la part du Maire de Toulouse ?

La Tour d'Occitanie, ex Tower Occitanie, est en fait symbolique de la politique de logement et d'urbanisme menée par la Mairie. L'annonce de sa construction, au MIPIM, le grand marché des Promoteurs immobiliers à Cannes, sans aucune consultation des habitant-e-s est révélatrice du décrochage de la Mairie avec le réel. La Tour d'Occitanie pose des questions écologiques, esthétiques mais surtout sociales et de droit à la ville. Qu'y a t-il pour les habitant-e-s dedans ? Un hôtel de luxe, des appartements à 7000 euros le m² ? La Mairie est allée jusqu'à modifier les règles d'urbanisme pour que la Compagnie de Phalsbourg n'ait pas à y construire de logements sociaux. Cette tour bling bling c'est le mirador de la gentrification que la Mairie fait pousser partout dans notre ville.



2-Quand une municipalité se lance dans cel projet que faut il comprendre de tels choix ? Derrière la tour peut on distinguer une volonté de changer la nature sociale d'un quartier, un peu comme une entreprise qui

sous traiterai ses emplois manuels pour n en conserver que les cadres ?.

Il y a plus largement une volonté de changer le centre-ville en y chassant les plus modestes, qui sont souvent les habitant-e-s historiques. Les quartiers de la gare sont concernés par le programme TESO (Toulouse Euro Sud Ouest) où tous les logements ont été pré-emptés petit à petit avant de livrer le foncier aux promoteurs qui vont y construire 300 000 m² de bureaux alors que 240 000 m² sont déjà vides dans l'agglomération.

On a ici un cas typique de gentrification, un excellent rapport de l'ONU daté de mars 2017 explique très bien ces phénomènes. Aujourd'hui la municipalité met beaucoup d'argent dans l'embellissement du centre-ville mais peu dans les autres quartiers, livre le foncier et des bâtiments aux grandes sociétés immobilières pour qu'elles y fassent des appartements de luxe. Cette politique est contraire à la vision de la ville que nous souhaitons : une ville pour tous, où les biens communs (santé, logement, nourriture, transport, éducation) sont accessibles à tous. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons lancé une mini-série sur cette question : J'y suis J'y reste, pour informer sur les risques de la financiarisation de la ville.

3- Une légende a circulé à Toulouse surtout après le mouvement social de 1995, attestant que la ville était rebelle et rouge et ceci à cause de la venue en masse des espagnols fuyant Franco. La Dépêche l'a répété maintes fois, des leader politique aussi...Laissons là les légendes, mais depuis 2010, nous constatons un recul significatif de l'ampleur des mobilisations sociale, en 2016, 2017 et aujourd'hui dans la jeunesse....Y a t'il un lien entre le recul de la mobilisation sociale et l'évolution sociale d'une ville ?

Je ne suis pas forcément d'accord sur le recul des mobilisations depuis 2010, du moins en ce qui concerne le logement. De nombreux collectifs ont fait des choses dans cette décennie : les Enfants de Don Quichotte, la CREA, Autonomie aujourd'hui et d'autres encore. Concernant le DAL 31, nous connaissons un essor sans précédent, par le nombre de personnes qui viennent à nos permanences, le nombre de locataires qui nous rejoignent et il ne se passe un mois sans que nous ayons une action importante, parfois c'est même hebdomadaire.

Toujours est-il que la politique de financiarisation de la ville et d'austérité de la Mairie suscite l'indignation des habitant-e-s et encourage plutôt les actions.

4- Il y a le DAL, un comité "contre le gratte ciel" avez vous des liens, et quelle forme pourrait prendre une mobilisation contre la construction de la tour ?

Oui nous avons des liens et même si notre vision et actions sont plus globales, il est très bien que des associations de quartier se mobilisent ainsi. Nous n'hésitons pas à nous coordonner parfois pour mener le combat ensemble.

5- Avec l'eau, les transports (métro, Igv 3ième rocade) le logement, maintenant la tour, le moment n'est il pas venu de s'attaquer globalement à la politique du maire et de proposer une alternative politique. Nous savons que diverses initiatives sont en cours pour préparer les prochaines élections municipales. N'est ce pas prendre le problème par le petit bout de la lorgnette que de se focaliser sur l'échéance électorale en laissant d'ici là le champ libre au Maire de Toulouse ?

Effectivement les sujets sur lesquels des mobilisations existent sont nombreux, et créer un mouvement social municipal serait une bonne idée. On en a discuté avec d'autres associations et collectifs, le problème est que chacun est pris par son secteur de mobilisation et c'est compliqué de sortir la tête de l'eau. S'ajoute à cela que pour beaucoup de militants les questions locales sont moins prioritaires que celles nationales. On se mobilise aisément sur les politiques d'austérité européennes ou nationales mais moins sur celles municipales, pourtant elle existe : l'augmentation des impôts locaux, des transports, des cantines, des loyers, se ne sont pas des sujets et des dépenses superficielles. Alors oui créer un mouvement social local serait une bonne idée pour obtenir de nouveaux droits pour les habitant-e-s, nous espérons que cela adviendra rapidement.